

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement
6 rue de La Grange-aux-Belles
75010 Paris
tél: 01 48 24 11 88
fax: 01 48 24 11 83
mail: pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

FÉVRIER-MARS 2011

À PARIS une crise du logement dramatique

Les élus communistes parisiens, accompagnés de familles à la recherche d'un logement, se sont rassemblés le 6 janvier pour protester contre le blocage de la construction de logements sociaux à l'emplacement de l'ancienne gare d'Auteuil (16^{ème}).

À deux pas de la Villa Montmorency, un véritable « ghetto de riches », fermé et inaccessible aux passants. Sur cette ancienne gare, le projet de construction d'un immeuble comprenant 354 logements, dont 177 logements sociaux, est bloqué depuis plusieurs années par une association de riverains, soutenue par le maire UMP du 16^e, qui multiplie les procédures pour empêcher l'installation de familles à revenus modestes dans leur voisinage.

Dans cet arrondissement, qui ne compte que 3,5% de logements sociaux, trois autres programmes, représentant au total 407 logements, sont également gelés. Un choix de classe scandaleux !

À l'occasion du débat sur le *Programme local de l'habitat* en novembre dernier, les élus communistes ont obtenu l'engagement du Conseil de Paris de poursuivre jusqu'en 2014 la construction de plus de 6 000 logements sociaux par an. Afin de favoriser la mixité sociale, ils ont obtenu que la ville préempte des immeubles au-delà de 6 000 euros le m², permettant ainsi de créer des logements sociaux dans les arrondissements de l'Ouest parisien.

Une décision que vient de contester le secrétaire d'État au Logement, qui annonce qu'il réduira en 2011 sa contribution au financement de ces logements sociaux. Par contre, il prévoit de débloquent près d'un milliard d'euros pour poursuivre le *dispositif Scellier* qui favorise les investisseurs !

Il vient également de refuser de légiférer pour encadrer le prix des loyers du parc privé. Ainsi à Paris, ceux-ci ont augmenté de près de 50% en 10 ans et entraîné le départ non seulement des familles de milieux populaires, mais aussi celui d'une partie des classes moyennes.

Pourtant, une telle mesure d'encadrement aurait permis de soulager les ménages et de contribuer à reconquérir une mixité sociale, gravement remise en cause ces dernières années.



EN 2011 on reparlera de l'euro

Les mouvements spéculatifs ont déjà mis sous leur coupe la Grèce et l'Irlande. Le Portugal et l'Espagne sont dans leur ligne de mire. Ainsi, certains pays européens sont contraints d'emprunter sur les marchés à des taux extrêmement élevés. Qui bénéficie de ces manœuvres ? Les banques dont les profits enflent. Qui paye l'addition ? Les peuples. Même pratique sur les autres continents. Juste après le départ de Ben Ali, les agences de notation se sont empressées de baisser la note de la Tunisie. Le message est clair : vous pouvez faire une révolution, mais dans le cadre d'une économie soumise au marché.

La maîtrise du crédit est l'enjeu majeur d'une politique progressiste. C'est un véritable enjeu de démocratie. Ôter le contrôle de l'argent aux marchés financiers nécessite, comme le proposent les communistes, la création d'un **pôle public bancaire** ayant pour objectif d'orienter le crédit vers l'emploi, la formation et la recherche. En effet, le mal dont souffrent les entreprises, c'est celui des charges financières et non celui du coût du travail.

La garantie d'efficacité de ce pôle public bancaire nécessite la présence et l'intervention d'un acteur oublié de tous les experts : le peuple. C'est **la force des mobilisations**, l'implication des citoyens (salariés, élus...) qui permettra de mettre un terme à cette dictature des marchés et à la gauche d'imposer un programme progressiste ambitieux.

Les mobilisations ont été nombreuses et puissantes en Europe en 2010 : retraites en France, grèves générales au Portugal, en Espagne, en Grèce, manifestations étudiantes en Angleterre. En 2011, ces luttes doivent se poursuivre et le Parti communiste y jouera tout son rôle pour qu'elles soient victorieuses.

Laurent Ighéroussene, responsable de la section PCF 10^{ème}

STOP À LA CASSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

16 000 postes d'enseignants supprimés

Nouvelle mobilisation le 22 janvier dernier sur le thème : **L'éducation est notre avenir**. Le gouvernement veut en effet poursuivre son entreprise d'instauration d'une école à plusieurs vitesses. Il prévoit de supprimer, à la rentrée de septembre, 16 000 postes d'enseignants. Cela ferait 66 400 postes supprimés depuis le début du quinquennat, soit 8% des effectifs.

Une saignée décidée pour répondre au dogme libéral de la lutte contre l'augmentation des dépenses publiques ! Pourtant, celles-ci n'augmentent plus depuis plusieurs années. Par contre, les rentrées fiscales, elles, s'effondrent en raison des multiples cadeaux faits aux plus riches et des diverses exonérations accordées aux grandes entreprises et aux banques.

Le comble, c'est que le gouvernement a décidé de verser une prime (de 15 000 à 22 000 euros par an) aux recteurs qui parviennent à sup-



primer le plus de postes d'enseignants possible ou, mieux encore, s'ils réussissent à fermer des établissements dans leur Académie. Une prime à la casse !

À Paris, 60 postes risquent d'être supprimés dans les maternelles et élémentaires. Deux fermetures de classes sont envisagées dans le 10ème.

ANDRÉ CHASSAIGNE À PARIS

en débat avec le maire du 2ème arrondissement



Le 18 janvier, André Chassaigne, candidat du PCF à la présidentielle dans le cadre du Front de Gauche, est venu débattre avec les Parisiens de la crise sociale et écologique.

Son approche originale, articulant maîtrise publique du crédit et planification écologique, a su convaincre un auditoire venu nombreux.

Retrouvez ces thèmes dans son livre **Pour une terre commune** (Éditions Arcane 17) que vous pouvez commander auprès de la section PCF du 10ème.

PANNES D'ÉLECTRICITÉ EDF fait des économies d'entretien

L'année 2010 a été marquée, à Paris, par une série de pannes qui ont entraîné des coupures d'électricité pour plusieurs milliers de foyers, comme dans le 18e ou le secteur Montparnasse.

Celles-ci résultent du manque d'entretien du réseau de distribution. Cette insuffisance d'entretien a d'ailleurs été reconnue dans un récent rapport de la Chambre régionale des comptes, qui évoque un « vieillissement des installations » et le « niveau particulièrement bas de l'investissement consenti par EDF ».

Ces économies sont inacceptables. Elles sont la conséquence de la décision du gouvernement de casser l'entreprise EDF/GDF, en l'éclatant en 2 entités concurrentes et en l'ouvrant aux intérêts privés. De plus, l'adoption récente de la loi Nouvelle organisation du marché de l'électricité va encore pénaliser EDF en lui imposant, à compter du 1er janvier 2011, de céder 25% de sa production nucléaire à ses concurrents privés, à un prix très bas qui ne prend pas en compte les lourds investissements réalisés par EDF pendant des décennies. La

droite fait ainsi un superbe cadeau aux nouveaux opérateurs privés sur le marché de l'électricité. C'est également un véritable hold-up au détriment des usagers qui, en s'acquittant de leurs factures, ont permis le financement des investissements de l'entreprise nationale.

Lors du Conseil de Paris des 27 et 28 septembre, le groupe communiste a dénoncé ces orientations qui vont se traduire par des augmentations de tarifs (une nouvelle hausse de 4% en janvier 2011, après celle de 3% en août 2010) et par de nouvelles dégradations du service rendu aux usagers. Il a proposé un vœu demandant au maire de Paris d'interpeller la direction d'EDF afin qu'elle mette en place un plan de rattrapage de ses investissements à Paris, permettant de garantir un bon fonctionnement de son réseau, en toute sécurité pour les Parisiens. Ce vœu a été adopté.

Une nouvelle illustration que les privatisations se traduisent toujours par une augmentation des profits pour les actionnaires au détriment d'un service public de qualité.

EXILÉS

le 10ème à Matignon !

Le maire d'arrondissement, Rémi Féraud, au nom du conseil d'arrondissement, avait demandé à être reçu par le Premier ministre pour déposer les milliers de pétitions recueillies en mairie du 10ème « demandant que des places d'hébergement soient créées en nombre suffisant pour les exilés afghans ».

Vendredi 7 janvier, une délégation d'élus, dont Alain Lhostis, s'est rendue à Matignon, accompagnée de représentants d'associations quotidiennement présentes aux côtés des exilés et de conseils de quartier, de militants communistes et socialistes du 10ème arrondissement.

Le Premier ministre a refusé de recevoir la délégation, encadrée à son arrivée par d'imposantes forces de police. Elle a été simplement autorisée à remettre les pétitions, devant la porte de Matignon, à un fonctionnaire des services administratifs.

À l'issue de cette manifestation, Alain Lhostis a insisté sur la poursuite de l'action commune pour la création de structures d'hébergement permanent à échelle humaine, réparties dans tous les arrondissements parisiens et dans les départements d'Île-de-France.

Il a également demandé la prise en charge par la Ville de Paris, en relation avec l'État, de tous les mineurs, pour qu'aucun d'entre eux ne reste à la rue et la mise en place rapide d'un lieu d'accueil permanent de jour, comme cela serait possible à la caserne Château Landon.



à l'entrée de Matignon, dépôt des milliers de pétitions par des élus du 10e et des représentants des conseils de quartier et d'associations

CENTRES DE SANTÉ

pour un nouveau souffle !

Ces dernières semaines, la presse a largement repris les constats d'études d'organismes officiels qui confirment que, contrairement à une idée répandue, l'offre en médecins généralistes et spécialistes à Paris, sans dépassements d'honoraires et tout spécialement dans le Nord-Est parisien, est inférieure à la moyenne nationale dans les 10ème, 18ème et 19ème arrondissements. Les urgences hospitalières croulent sous l'affluence de personnes ayant besoin d'une simple consultation médicale.

L'étude commanditée par la Ville de Paris abonde en ce sens, mais, curieusement, propose de fermer deux centres

municipaux (11ème et 18ème) sans qu'aucune alternative ne soit envisagée. Et pourtant, le centre de santé municipal Marcadet, dans le 18ème, a vu son chiffre de patients doubler en deux ans, à la suite de sa rénovation décidée dans la mandature précédente dans laquelle Alain Lhostis, adjoint au maire de Paris, était en charge de la santé.

Les élus communistes ont obtenu un sursis pour ces deux centres pendant qu'un groupe de travail pluraliste du Conseil de Paris est chargé de faire des propositions pour apporter, du point de vue de la Ville, sa contribution à une amélioration des consultations de proximité.

Dans notre arrondissement, où il n'y a pas de centre de santé municipal, les centres de santé associatifs subsistants sont tous en difficulté financière.

Les communistes et leurs élus, qui ont fait depuis longtemps le choix de cette médecine coordonnée, défendront les centres de santé municipaux et associatifs à but non lucratif, de façon résolue.

BOUFFES DU NORD

échec des manœuvres du ministère pour réduire la subvention

Profitant du départ du metteur en scène Peter Brook à la fin 2010 (en résidence depuis 1974), l'État envisageait pour 2011 de réduire de moitié la subvention attribuée à ce théâtre du nord de l'arrondissement. Une telle mesure était de nature à remettre en cause l'existence de ce haut lieu culturel et architectural qui affichait encore complet pour sa représentation d'*Une Flûte Enchantée* en décembre dernier.

Informés de cette menace, les élus communistes du 10e ont présenté, au Conseil d'arrondissement du 6 décembre dernier, un vœu demandant au maire de Paris d'interpeller le ministre de la Culture et de la Communication pour le rétablissement de la subvention attribuée habituellement. Le vœu a été adopté par les élus du 10e et ensuite par ceux du Conseil de Paris.

Suite à une rencontre avec le ministre, les repreneurs du théâtre, Olivier Mantei et Olivier Poubelle, ont obtenu l'engagement d'un réexamen de la situation et, de son côté, la Ville de Paris s'est engagée à apporter un soutien complémentaire. La nouvelle équipe des Bouffes du Nord, rassurée, peut travailler sa programmation 2011. Nous nous en réjouissons tous.

*vous souhaitez réagir
donner votre avis
faire des suggestions
travailler avec nous
sur l'une des questions
abordées ici, ou une autre
contactez-nous
par le moyen de votre choix
(voir coordonnées page 1)*

75 ans de fidélité au PCF et à la CGT

Lors d'une soirée amicale organisée en décembre dernier, a été remise à Raymonde Paillier, militante du 10^e arrondissement, sa 75^{ème} carte d'adhérente au PCF et à la CGT. C'est en effet en 1936 qu'elle avait adhéré à ces deux organisations auxquelles elle est toujours restée fidèle.

Retracer son parcours, c'est revivre les grands moments de l'histoire de notre pays : le Front populaire qui a été le point de départ de son engagement, la Résistance contre l'occupation allemande, l'opposition à la guerre d'Algérie (présente à la manifestation de Charonne en 1962, elle échappe de peu à la police de Papon), les grèves de 1968 et en particulier l'occupation de l'hôpital la Pitié-Salpêtrière où elle travaillait depuis 1945, la bataille pour le programme commun et la victoire de la gauche en 1981.

Raymonde Paillier a été aussi une militante du 10^e, qui s'est pleinement engagée dès les années 1975/1976 au côté des communistes pour l'ouverture du jardin Villemin, à la place d'un terrain

appartenant au ministère de la Défense. Habitant dans un immeuble donnant sur le jardin et propriété de l'Assistance publique, elle est encore, dans les années 1988/1989, aux premières loges pour s'opposer au projet de construction de logements de standing prévus sur une partie du jardin nouvellement conquis et alerter le comité des habitants et les élus sur les manœuvres du promoteur SINVIM/PARIBAS, soutenu par la mairie de droite.

Une vie consacrée à la défense des services publics, de l'intérêt général et de la lutte contre les injustices. Et aujourd'hui encore, elle suit de près l'actualité politique et participe à de nombreuses manifestations de l'arrondissement.



RESTAURATION SCOLAIRE

la justice donne raison au maire de Paris

En septembre dernier, cinq maires UMP de Paris (6^e, 8^e, 15^e, 16^e et 17^e) ont refusé d'appliquer la nouvelle tarification de la restauration scolaire.

Une réforme totalement justifiée, qui avait pour but d'assurer une égalité de traitement pour tous les élèves parisiens et de renforcer la justice sociale en permettant à deux familles sur trois de payer moins cher.

Le maire de Paris a donc été contraint de saisir le Tribunal administratif. Celui-ci a statué fin décembre 2010 : la légalité de la réforme a été validée et les 5 maires ont été sommés de mettre en place cette réforme sans délai dans leur arrondissement.

Une décision qui nous réjouit !

DECABUS

où en est-on de la navette ?

Le 13 novembre 2008, les élus communistes de l'arrondissement, Marie-Thérèse Eychart et Alain Lhostis, présentaient un vœu au Conseil d'arrondissement pour que soit mis à l'étude, par la mairie de Paris et le Syndicat des Transports d'Île-de-France, un projet de navette dite DECABUS. Une initiative élaborée par les Conseils de quartier et le Conseil des seniors du 10^{ème}.

Constatant que les déplacements à l'intérieur de l'arrondissement étaient difficiles pour beaucoup d'habitants (les personnes âgées, les mamans avec enfants, les handicapés et ceux qui ont des difficultés à prendre le métro), les auteurs du projet soulignaient que DECABUS permettrait d'accéder directement à une trentaine de lieux utiles à la vie sociale, économique, culturelle et citoyenne et à 14 lignes d'autobus.

DECABUS renforcerait ainsi le réseau de bus de la RATP.

Mais depuis novembre 2008, rien n'indique que le projet des Conseils de quartier soit pris en considération. La ville de Paris devait définir une ligne de conduite concernant la mise en place de ces navettes demandées également dans d'autres arrondissements.

Les conseils de quartier viennent de se réunir pour préciser leur projet et finaliser le parcours souhaité. Ils attendent avec impatience que la mairie du 10^e s'implique sur cette nouvelle desserte et organise la concertation avec les services concernés.